Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 12 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***24 - 31 mars 2021***

LA POLICE NATIONALE D'HAÏTI PEUT-ELLE SURVIVRE À JOVENEL MOÏSE ?

Léon Charles, un terroriste à la tête de l'institution

Par Léo Joseph

La citoyenne américaine Michele J. Sison n'est pas en honneur de sainteté en Haïti, et, par voie de conséquence, son pays qu'elle représente à Port-au-Prince. L'appui inconditionnel et systématique que, par son entremise, Washington porte à l'homme le plus honni d'Haïti renverse, on ne peut plus, la grande majorité de la Nation. Aussi les dernières interventions de l'ambassadeur américain par laquelle elle exprime l'attachement de son pays à celui qui occupe illégalement le Palais national sont-elles accueillies comme un camouflet infligé sauvagement au peuple haïtien. À l'instant même où Léon Charles, directeur général de la PNH, est cloué au pilori nationalement, toute déclaration de l'ambassade américaine tendant à

Jovenel Moïse, harcelé de toutes parts par les événements, presque à bout de souffle et d'idées.

Léon Charles est à bout de souffle.

Suite en page 2

LE SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE RÉSERVÉ AU SUJET DE SON PRÉSIDENT

À l'étranger, en voyage de santé, quel est l'état de Joseph Lambert ?

Sénateur Joseph Lambert.

Il semble qu'en l'absence de son président, le Sénat ne puisse fonctionner avec les neuf membres qui restent. Comme c'est bien le cas, depuis que, par fourberie, Jovenel Moïse a révoqué illégalement le mandat de dix sénateurs, au moment de l'expiration de dix autres, en sus du départ de tous les membres de la Chambre basse. Faute de communication au peuple relative à l'état de Joseph Lambert, il va falloir avoir recours aux rumeurs. Mais gare à la désinformation !

On sait tout simplement que le président du Sénat est parti

Suite en page 8

LE PILLAGE D'HAÏTI SOUS JOVENEL MOÏSE

Les caisses de l'État vidées au détriment de la Douane et du BMPAD

Les millions ramassés à la pelle par les Deeb, Abdallah, Zureik et consorts

Gandhi Dorfeuille, exJ-dẹputẹ proche de Gary Bodeau, egalement ancienne entenne de Reynold Deeb.

L'ex-dẹputẹ dẹ Delmas Garry Bodeau, plantẹ au Parlement par Reynold Deeb.

Par Léo Joseph

Si les différents gouvernements, qui se sont succédés au pouvoir, ont inventé toutes les stratégies imaginables pour appauvrir le pays, l'avènement des régimes PHTKistes a mis le phénomène du pillage des caisses publiques à un niveau jamais atteint auparavant. Grâce à un système mis en place, de concert avec des hommes d'affaires proches du pou-

Suite en page 3

HAPPENINGS!

Demonstration like none other: A peaceful invasion of Catholic priests join the anti-dictatorship struggle/ Any difference between "Killers" who are presidents?

Fednèl Moncheri.

PIerre Richard Duplan.

By Raymond Alcide Joseph

It happened last Sunday, March 21, in Port-au-Prince where a never-heard-of demonstration took place. In their Sunday best, with women in distinctive red blouses and the colors red and green spotted here and there in various forms, unarmed Christian

Continued on page 7

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 2

LA POLICE NATIONALE D'HAÏTI PEUT-ELLE SURVIVRE À JOVENEL MOÏSE ?

Léon Charles, un terroriste à la tête de l'institution

Suite de la page 1

cautionner les décisions du DG de cette institution, symbolisant les vœux de M. Moïse, est l'anathème jeté sur les États-Unis, à travers son représentant.

D'entrée de jeu, il est opportun de souligner qu'en tant que pays prenant partiellement en charge les rémunérations des policiers haïtiens, les Haïtiens estiment coupable la tiédeur avec laquelle l'administration Biden-Harris, qui critiquait sévèrement son prédécesseur appuyant le président de facto Jovenel Moïse, sinon son indifférence à l'égard des revendications du peuple haïtien désapprouvant totalement ce dernier se révélant indigne de terminer son mandat jusqu'au 7 février de cette année, est loin d'être un ami des Haïtiens.

En effet, le dernier message de l'ambassade américaine, diffusé via tweeter, prouve, encore une fois, qu'en matière de sa politique à l'égard du peuple haïtien, les États-Unis se sont fourvoyés, se laissant inspirer d'on ne sait quel motif. Voici ce qui est dit dans ce document électronique adressé aux ressortissants américains, les mettant en garde contre ces policiers affiliés aux syndicats de l'institution : «*L'organisation criminelle connue sous le nom de Fantom 509 est actuellement active à Delmas et Pétion-Ville* ». Et le tweet d'ajouter : « *Le groupe est connu pour sa violence et à sa capacité à se déplacer rapidement. Évitez de vous rendre dans ces zones, n'essayez pas de franchir les barrages routiers* »

En revanche, la prise de position de Helen La Lime, chef du BINUH et représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies en Haïti, s'est, pour cette fois, révélée plus modérée et équilibrée. Voici ce que dit le tweet du BINUH : « *Ces actes de violence fratricide fragilisent la cohésion indispensable afin que l'institution puisse remplir sa mission de servir et de protéger. Le MINUH-UN appelle les autorités à prioriser la cohésion de la PNH et la recherche de solutions pacifiques* ».

Dans le dossier Haïti, Washington pète-il les plombs ?

Alors que les Haïtiens, surtout ceux évoluant dans la politique, se croyaient autorisés à se montrer optimistes à l'avènement de Joe Biden au pouvoir, à cause des critiques sans appel de la politique de Donald Trump superfavorable à l'égard de Jovenel Moïse, la Maison-Blanche de Biden n'a cessé d'afficher des options pareilles à celles de celui-là. Voilà pourquoi des observateurs haïtiens disent se poser la question de savoir Washington pète-t-il dans les plombs par rapport à

Jimmy Chérizier, dit Barbecue, mis en fuite par les Fantom.

Haïti.

En effet, plus d'une semaine après une descente, à Village de Dieu, d'une douzaine de policiers issus d'une brigade d'élite, le 12 mars, qui s'est soldée par un véritable hécatombe, exposant la nullité de Léon Charles à la tête de l'institution, aucune prise de position sérieuse n'a été exprimée par les Américains. Alors que, depuis cette date, M. Charles ne cesse de multiplier les bévues, s'ingéniant à exécuter les mots d'ordre du président de facto ayant perdu le nord dans ses décisions.

La gravité de cette situation se détériorant encore davantage, à cause de la gestion de la crise par Charles, prend des proportions inquiétantes au quotidien faisant voir à tout un chacun l'incompétence flagrante d'un directeur général de la PNH qui n'aurait jamais dû retourner à la tête des policiers haïtiens, suite à son premier tour de service au cours duquel il avait montré clairement ses aptitudes de terroriste. Il faut croire que Jovenel Moïse n'avait pas besoin de chef de Police à la tête de l'institution, mais plutôt d'un chef de terroristes. Parce que son intention consistait à doter le pays d'une équipe de voyous pour accomplir la tâche qu'il voulait confier à ces hommes.

Un terroriste confirmé

On n'aurait pas dû avoir cette débâcle sanglante, au détriment de ces braves policiers, pour redécouvrir l'identité de Léon Charles, un terroriste confirmé dans ses dernières décisions. Telle est la révélation faite par un membre de la PNH, Louis Elder Lundi, secrétaire général du Syndicat de la Police d'Haïti-17 (SPNH-17).

Selon M. Lundi, Léon Charles a mis sur pied une équipe spéciale de tueurs composée de bandits recrutés parmi les gangs armés regroupés au sein du « *G-9 en famille et alliés* ». En vue de s'assurer de la bonne performance de ces tueurs, les meilleurs soldats de chaque gang sont triés sur le volet.

Dans les milieux proches de l'institution policière, non seulement les révélations d'Elder sont confirmées, il est corroboré que les bandits recrutés par Charles ont pour mission d'exécuter une liste de cibles comprenant surtout des membres de l'opposition, ainsi que des critiques du président de facto.

Ce qu'il y a de plus inquiétant dans cette situation, Léon Charles, encore selon Louis Elder Lundi, a désigné Chérizier, dit Barbecue, comme chef de cette équipe de tueurs. Il y a aussi lieu de s'inquiéter du fait que l'ambassade américaine ne juge pas opportun de qualifier le G-9 de Barbecue de « Groupe terroriste», alors que le Fantòm s'est vu décerner une telle appellation. Dans ce cas, faut-il conclure que les États-Unis, par le biais de leur ambassadeur en Haïti, cautionnent l'existence de ces tueurs lâchés sur la population haïtienne par Jovenel Moïse et Léon Charles ?

Léon Charles est de retour

On s'étonne que le Département d'État, l'institution dont dépend l'ambassadeur américain, ignore l'itinéraire de Léon Charles, qui a été mis hors de la PNH, par le gouvernement intérimaire, en septembre 2005. Il était impératif de se débarrasser de lui, dans l'immédiat, son leadership ayant tourné en scandale. Aussi avait-il été muté en catastrophe, à Washington, avant même que soit définie la fonction diplomatique qu'il allait occuper à l'ambassade d'Haïti.

On comprend bien la logique inspiratrice de la décision de Léon Charles de créer une équipe de tueurs au sein de la Police nationale. Cela rappelle le jeu de mot français créolisé suivant : « *qui a fou fourra* ». (Celui qui est atteint de folie une première fois, le deviendra de nouveau).

Muté à la direction de la PNH après son passage à la Garde côtière

De formation militaire, Léon Charles était le commandant de

Carl Henry Boucher, victime de l'incompétence de Léon Charles.

la Garde Côtière, à Lamantin, quand Jean-Bertrand Aristide fut élu président. Le nouveau président considérait cette garnison comme étant la plus dangereuse pour son programme de gouvernement. Aussi, par l'entremise de ses « *organisations populaires* » tentait-il de détruire ce corps. Mais le commandant de cette entité militaire avait reçu carte blanche pour faire tout ce qu'il pouvait pour empêcher au nouveau chef d'État d'atteindre ses objectifs.

En effet, les membres de ces organisations, qui avaient une quelconque velléité d'en finir avec le Service des Gardes côtes d'Haïti, finirent par comprendre qu'il avait affaire à forte partie. Grâce au leadership du colonel Charles, les organisations populaires furent tenues en respect face à ce dernier vestige des Forces armées d'Haïti (FAdH) défunte.

Quand, à l'approche des soldats de l'Armée démobilisée par Aristide, de Cap-Haïtien vers Port-au-Prince, voilà neuf ans plus tôt, Aristide se laissa con. vaincre par le Corps diplomatique lui faisant comprendre que sa meilleure option consistait à démissionner, il signa sa démission et s'envola vers une destination inconnue. Les abat-jours du réacteur qui le transportait baissés, il ne pouvait savoir où allait atterrir l'avion, dans lequel lui et sa famille voyageaient, qu'une fois en vue de Bangui, la capitale de l'Union centre-africaine.

D'après les informations disponibles, la gestion à succès de la situation sécuritaire, par Léon Charles, face aux organisations populaires d'Aristide, a favorisé sa mutation comme directeur général de la PNH en guise de récompense. Là encore, il croyait avoir carte blanche pour mettre au pas les hordes lavalasiennes qui prenaient leurs mots d'ordres d'Aristide. Ce dernier, qui avait été sorti de Bangui, grâce à ses amis, les congressistes du Black Caucus pour élire temporairement domicile à Kingston, Jamaïque avant de mettre le cap sur Capetown, Afrique du Sud, d'où il retourna à Port-au-Prince, en 2010, peu après le tremblement de terre du 12 janvier.

Un tueur à la PNH

Pour les décideurs de l'heure, il y avait urgence en la demeure. L'insécurité ambiante exacerbée par le kidnapping contre rançon donnant lieu au terrorisme battant son plein, surtout au centre-ville et dans les centres d'activités commerciales et industrielles, rendait la vie impossible dans le pays. Le tourisme battait de l'aile, car les visiteurs avaient cessé de faire d'Haïti une destination touristique.

Suite en page 5

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 3

LE PILLAGE D'HAÏTI SOUS JOVENEL MOÏSE

Les caisses de l'État vidées au détriment de la Douane et du BMPAD

Les millions ramassés à la pelle par les Deeb, Abdallah, Zureik et consorts

Suite en page 3

voir, les acteurs politiques ont, pour la plupart, accédé au pouvoir par le financement de ces derniers devenus bénéficiaires de vols des institutions d'État, principalement la Douane, mais aussi le Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD).

Commencée timidement avec Michel Martelly, la mise à sac des ressources financières d'Haïti connait son essor avec Jovenel Moïse aux commandes de l'État. Car le processus criminel, qui avance sur plusieurs volets, vise à permettre aux bailleurs de fonds des hommes du pouvoir de réaliser des profits se chiffrant dans les milliers des centaines de million de gourdes (parfois de dollars) sommes encore plus importantes que celles avancées aux candidats à la présidence, ainsi qu'au Sénat et à la Chambre des députés. C'est pourquoi les frères Deeb, Alain Zureik, Sheriff Abdallah, et bien d'autres, proportionnellement aux sommes avancées, après avoir financé les campagnes de leurs poulains, se font ouvrir, une fois leurs candidats entrés en fonction, les vannes d'exonérations fiscales et d'autres moyens d'enrichissement au détriment de l'État.

À cet égard, l'Administration générale des douanes constitue le créneau privilégié, notamment des concessionnaires d'auto proches du pouvoir. Voilà pourquoi un inspecteur de douanes révoqué, pour s'être plaint de la manière dont les hommes d'affaires « *privilégiés* » bénéficient des millions de taxes dus, par rapport aux marchandises importées, a dénoncé les manitous des affaires.

Les abus des finances publiques prennent d'autres formes, telles que les ventes à vil prix de produits alimentaires accordés sous forme de dons à Haïti par des amis étrangers, lesquels produits sont revendus à l'État à des prix quatre à dix fois plus cher que ceux de la vente.

Autre moyen de piller l'État se fait par la surfacturation, par le biais d'un système mis en place au Parlement. Par exemple, les députés portés au pouvoir grâce au financement des hommes d'affaires ayant financé leurs campagnes électorales, fournissent des millions de gourdes de produits alimentaires parfois facturés à plus de 50 fois la valeur.

S'il est opportun de dénoncer ce brigandage perpétré au niveau de la Douane et du système de surfacturation et sous-surfacturation établi au BMPAD, il est plus avantageux de les énumérer un à la fois, afin de mieux exposer cette campagne de vol organisé dont le pays est victime.

Le Parlement haïtien client privilégié des Deeb

En effet, après avoir été élu député, grâce au financement dont il a bénéficié de Reynold Deeb, Gary Bodeau se trouvait confronté à un autre obstacle avant de commencer à payer ses dettes envers cet homme d'affaires. À ce niveau encore, celui-là devait mener campagne pour faire accéder le député de Delmas (Gary Bodeau) à la présidence de la Chambre basse, là où il pourrait exercer son autorité d'avaliser les contrats avec les entreprises privées. Une telle opération a été menée à deux reprises, dont sa dernière réélection remontait à 2019.

Dans de telles circonstances, le groupe DEKA (les frères Deeb), distributeur du lait Bongù et du Café Rébo, pourrait bénéficier de millions de gourdes de ces produits vendus au Parlement haïtien.

Un parlementaire, qui souhaite rester anonyme, a fait savoir : «*(...) en trois mois, 152 millions de gourdes dépensées par nos députés pour l'acquisition du café, de l'eau et de quelques paniers* ». Selon lui encore, le Bureau de 2018, présidé par M. Bodeau, a épuisé « *plusieurs lignes de crédit durant les 3 premiers mois de l'exercice fiscal 2018*-2019 ». Voilà ainsi volatilisées sept lignes de crédit dans l'espace de ce temps, a dénoncé ce parlementaire.

Signalons, par ailleurs, que la même tendance s'est révélée pour la ligne budgétaire relative à la location de véhicules. Le budget consacré à cette activité a été aussi absorbé à 80 % en trois mois, au profit d'une compagne de location liée aux Deeb.

Dans le même ordre d'idées, le budget destiné au financement des « *réceptions* », épuisé à 81 %, aussi à trois mois, au profit de restaurants dont les propriétaires sont des copains des députés Gary Bodeau, Caleb Desrameaux et Gandhi Dorfeuille. Aussi La Ménagère, une filiale du groupe DEKA, a-t-elle encaissé, à elle seule,

Caleb Desrameaux, autre entenne de Renynold Deeb au Parlement.

au cours de cet espace de temps, 23 millions de gourdes.

Les révélations du même parlementaire permettent de constater que, durant un seul trimestre, le budget consacré à l'achet du café et de l'eau pour la Chambre des députés s'est épuisé à 92 %. Gary Bodeau a autorisé le paiement de la facture de ces produits achetés chez les Deeb pour plus de 19 millions de gourdes. En sus de 6 millions de gourdes d'eau à l'entreprise Célise, pendant ce même temps. Quand on apprend que le bidon d'eau, qui se vend régulièrement à 25 gourdes est payé 2 500 gourdes par le Parlement, on comprend l'énormité de cette conspiration fomentée contre le peuple haïtien par l'entremise du Parlement.

Au niveau du Sénat, d'autres sources parlementaires font état de l'influence que possède Reynold Deeb auprès des sénateurs, notamment Rony Célestin, le parlementaire récemment dénoncé dans l'achat d'une villa à Laval, quartier huppé de Montréal, Canada, au prix de USD 4,25 millions.

On apprend que, de concert avec le sénateur Célestin, les patrons de Bongù et d'autres produits importés, qui contrôlent tous les ports du pays, font débarquer leurs marchandises en déclarant uniquement 30 % de leurs importations. D'office, ils réalisent des profits de l'ordre de 70 %, qui leur permettent de vendre leurs marchandises à des prix allant jusqu'à 70 % moins chers que ceux des compétiteurs.

Avec des taxes de 30 % payées à l'État haïtien sur le ciment et le fer ainsi que d'autres produits importés de la République dominicaine, le sénateur Célestin, associé de Reynold Deeb, on peut identifier, en partie, l'origine d'une portion des millions réalisés par ce sénateur richissime. Mais il faut admettre que de telles activités ne suffisent guère à justifier le roulement des millions que brasse ce sénateur.

Reynold Deeb revendique le dur labeur et dénonce les jaloux

Demandé à réagir par rapport à de tels faits, le patron de DEKA repousse d'un revers de main ces accusations, faisant croire que sa fortune est le fruit de son labeur. Selon lui, les reproches qui lui sont adressés ne sont pas de dates récentes. Ils entrent dans le cadre d'une longue suite de litanie provenant de ses détracteurs. Dans son esprit, il n'estime pas avoir besoin de répondre, se contentant d'insister qu'il n'arrêtera jamais de travailler avec les mêmes vigueur et courage qui le caractérisent.

Dans les milieux socio-politiques, à Port-au-Prince, d'autres genres d'accusations sont lancées contre Reynold Deeb et ses frères. Mais ses ennemis, qui l'accusent aussi d'activités illicites, lui reprochent surtout, d'user des relations de proximité avec le pouvoir au détriment de ses compétiteurs. Nonobstant sa défense, ses détracteurs ne se laissent nullement convaincre insistant que les preuves de son style de faire les affaires sont bien évidentes. Surtout, arguent-ils, que le succès de ses entreprises se base exclusivement sur ses bonnes relations avec un pouvoir qui passe le clair de sa gestion du pays à dévaliser les caisses publiques.

Les milieux oppositionnels au régime en place, qui se rallient aux secteurs anti-Jovenel Moïse et anti PHTK prétendent que, si Jovenel Moïse et son équipe se souciaient du bien public et des avantages de la Nation, dont il a prêté serment de défendre les intérêts, il aurait déjà pris la décision d'arrêter les pertes à gagner occasionnées dans les recettes publiques et dont la contrebande et la surfacturation et sous-facturation favorisent dans les recettes de l'État.

Dans les prochaines rubriques seront abordés les autres moyens reprochés aux frères Deeb qui leur permettent de construire leur fortune, sans se soucier de payer leur juste quote-part en matière de taxes et d'impôts à l'État.

Des citoyens critiquent sévèrement les dirigeants du pays faisant la sourde oreille et l'aveugle face à ces stratégies qui favorisent le vol systématique des ressources du pays.

L.J.

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 4

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Dr Osner Févry : « *l'Église a perdu l'autorité de convocation* »

QUAND L'ÉGLISE SE PERD EN CONVICTION

Entre (), l'Autorité Nationale Haïtienne de Transition est un impératif, fin de ().

Par Dan Albertini

Est-ce si fatal quand la société qui l'héberge semble être la concernée dans la requête en faveur des *évangiles* décrits de l'homélie du prédicateur ? *Cela se passe en 2019, octobre.* Diatribe plutôt pathétique, le célébrant dépeint la faillite de l'-Église. Elle s'interroge sur les objectifs de l'essence du disciple, les siens aussi comme le pays en passe de devenir ce monde en déliquescence. *Philosophiæ Doctor* de son standard, au niveau du droit disciple de Thémis, donc n'ignorant le discours ni les règles que lui obligent le droit et les faits, loin des appréciations. L'homélie n'est donc point ignare, elle est philosophique encore savante au cru de la foi du charbonnier. Navré, l'orateur avance en esprit de sacralisation le constat de la désacralisation du fait que l'Église perdit l'autorité de convocation au profit de la rue qui l'entraîne à son tour. *C'est que l'Église n'existe plus comme corps.* Elle est la dérive. Si c'est un constat, le pourquoi reste, demeure, véritable préoccupation puisque l'État n'est de Dieu. **Heureusement !**

Haïti est-elle la seule République aléatoire connue de l'avenir, contemporaine, et des temps connus de l'histoire, au point que les Nations Unies par son Conseil de Sécurité barbarisé, dit-on par le Russe Vladimir Poutine, veulent prendre en charge la fin de la destruction de l'État si ce n'est en prémisse inversée après choléra, église ? Évoquons-nous en faits. Fissure-démocratie, Donald J Trump, président *béotien* élu en fonction des **É. U.** au point où l'on a cru au pont-*bascule* pour la bascule sans alternance, le 20 *janv*. 2020. **Q**uébec-**C**anada, le masque N95/3M disparait de l'étagère commerciale par enchantement le soir de l'annonce de la pandémie, moins d'une heure pour priver la population du produit vital. Opérations à proximité qui ont valu des morts, d'autant plus d'un ½ **M** aux **É. U**. L'orateur parle aussi du (900 pages).

Des morts inutiles pour un '*Great Nation'* selon la parole : «*Annuit et cœptis* ». Oui, le nouveau président élu installé en fonction certifie que l'Amérique *'back again'* est un fait. De ce fait, donc n'y était pas depuis (40) ans déjà. Pour combien de temps cela va de soi, nouvelle question, interrogation légitime. Si j'ai antérieurement cité le lors du premier procès de Donald Trump accusé au sénat en rajoutant la question à savoir si Mitt Romney le mormon était le curateur de Dieu, je ne peux nécessairement soustraire le prédicateur du 27/10/2019, à cette vision puisque l'on vit en Haïti, si dévoué à l'Église protestante américaine, le modèle qui intègre tout croyant laissant la portion de terre en faveur du missionnaire envahisseur, aux yeux de tout *protestant de foi* haïtien. Dr Osner Févry des évangiles a-t-il soufflé un cierge à cet effet je ne le sais pas. En outre c'est à sa décharge que je dis qu'il n'a pas par prosélytisme destiné son homélie vers moi. Conglomérant et rassemblant : tolérances ressemblances, je lui ai envoyé, patriotiquement aussi, une note plurielle, il m'a répondu par cet élan du passé, en faveur de la fraternité. **Solide mission !**

L'ex-président dominicain Léonel Fernandez, à gauche, et Me Osner Fébry.

Je m'articule de bon gré, polémiste il y a matière au discours et .

Alors, sommes-nous défaitistes, pervers, perdus, désorientés, rajoutons-en pourvu que faire se *veut*, pour redéfinir l'être haïtien par-devant Dieu, je doute. Que pasteur Brésil Saint-Germain veuille répondre, car de la même vocation, *l'était tout au moins.* Donc, aussi responsable. Effet de causalité, le pasteur américain de Radio Lumière aussi, car « *l'Église a perdu son pouvoir de convocation au point de suivre la foule pour ne pas se perdre elle-même, en dehors de Jésus le sauveur la boussole* ». L'Église qui est l'ambassade dont les ambassadeurs de Christ, *aimez-vous comme moi je vous ai aimé parce que vous êtes mes ambassadeurs dans le monde, à ceci tous connaitront que vous êtes mes disciples.* D'où **mission V-1** vocation représentation, V-**2** constitution construction de groupes, d'autres églises, V-**3** fonction prophétique, de proclamation.

Si l'on apprécie le *factum* de Dr Osner Févry par le mot pouvoir en termes de capacité tandis que la rue dit pouvoir, en matière de politique de gouvernance, il n'existe plus de leadership en Haïti. Même si le pamphlet de Dr Févry est *farci de politico*, partisan à la certaine *boîte* mal située de son contexte, *l'âme du football*, sans citer le sadisme nomade de cette *dite école*. Mais, aussi de fantaisiste cléricale, exhibition prosélyte, tandis qu'il dit que *l'-Église a perdu l'autorité de convocation*, cette faculté, la sienne aussi puisque la quarantaine atteinte, il n'y a pas eu de groupes de croissance connue vérifiable de son assemblée non plus. Hélas, nous sommes entre la croix la bannière et la République qui crédite tout diplomate et nonciature dans ce pays. Déclamation ivre.

En fait, si l'on appréciait le pouvoir de convocation de l'église décrite de ses missions par Dr Févry, ce serait une autre forme de faillite, tellement plus grave que le *village-de-dieu* en Haïti. La pandémie de la **COVID-19** pèse encore sur les épaules de l'**OMS** subsidiaire de l'**ONU**/-Conseil de, ce malgré « *Annuit et cœptis* ». L'Église, toute église désormais versatile, qui prophétisait par l'imposition des mains [trompant le malade que le médecin guérit encore par ses fonctions apprises livrées], l'Église ne nourrit la veuve, l'orphelin non plus, ni de pain ni de lait. Comme à l'époque d'Élie le prophète nourrit par corbeaux. Comme Jésus qui multiplie pains poissons, vins... Sur la table manquante, pas le seul miracle covidien n'a lieu bref, n'a pas été signalé hors de tout doute raisonnable, que dire avec certitude. Tous, nous attendons le vaccin Pfizer. Spoutnik est critiqué par le média yankee. AstraZeneka sème le doute. Après ce temps de 2019 décrit par Dr Févry, l'Église s'est encore tue, plus qu'avant. Ici, l'homélie catholique appelle à la charité, *à la fraternité vaccinale* en faveur du pays démuni dit pauvre. Chez *l'adventiste-Canada* grand orateur de réforme sanitaire, l'-église ne visite pas le membre faute de la loi sanitaire, mais la sébile est télescopique par *l'e banking* pour réclamer dimes, offrandes quand l'État fait mieux en solidarité. En réajustement de lois. La prière de l'Église est *berceuse-menteuse*. Alors dira-t-on que Dr Févry vit dans un palais du diable ébranlé ou dans un des châteaux de l'Éternel des armées?

Le diagnostique social concerne-t-il d'une part, l'Église en général puisque l'autorité de l'État étant conjoncturelle, manipulée du groupe désormais ouvert à son orientation nouvelle dictature tandis qu'il s'en plaignait tout récemment victime ? Est-ce là une suffocation politique strictement locale, est-ce l'élan de culpabilité soit de l'assemblée quarantenaire infertile, soit personnelle ? Est-ce la diatribe qui visait à toucher ceux de la croix du chapelet par prosélytisme et désormais J Biden président catholique situé dans ce contexte ? Est-ce un cri d'alarme inspiré de Dieu, sans radio Shalom, plus que la déception de Jean Chavannes Jeune à DC pour Haïti ? *Marx dit-il : église=-opium.*

Peu importe, l'action si elle est prophétique, il n'y a pas eu d'effets ni de réparations au pays, au contraire. Finalement, le royaume de Dieu n'étant pas de ce monde malgré les agendas les délais accordés au retour précipité de Christ prêché depuis des lunes incomprises, l'église de Delmas-75 doit attendre une autre médecine. Dr Févry devra s'expliquer, ça ne suffit pas de se prononcer sans éclairer ni interpréter puisqu'il n'y a pas eu d'interprète si ce fut en langage, glossolalie. Use le symbole haïtien « *gabion* », pour fixer le terroir. Il n'y a eu ici-là *d'étoile de Jérusalem* dans le pays du *village-de-dieu, où* pour l'introverti, *degaje pa peche*. Rome est là encore, puissant, décideur en sa nonciature. Mais pour qui au pays de l'*enfant-de-Dessalines* ? En fait, l'Église est restée **NAINE**, idolâtre de Paul, Dieu seul le sait alors, Dr Févry. Karl Marx parle, là !

En fait, tribun du 27/10/2019, Févry se présente par et dit : « *je viens de loin de très loin ; aussi loin que la plupart des bénéficiaires ingrats et arrogants des complaisances politiciens et des formes grotesques et maladroites d'appuis de mes gouvernements d'autrefois qui les ont aidés, en leur donnant un statut socio-économique enviable qu'ils n'-avaient pas. Par contre, Moi je ne dois rien à qui que ce soit, après Dieu et ma famille* ! » Mis à l'évidence, la forme de lutte compulsive d'égo qui réclame une certaine *dissection* de l'indiscrétion létale déployée contre le médisant adversaire l'on comprendra, il n'y a de pardon que dire de compassion pour l'autre, sinon reproches avilissements appropriés réservés. Malgré *oh Dieu*, Me Févry endogène a-t-il choisi de faire allégeance à l'exogène incarné en Leonel

Suite en page 12

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 5

LA POLICE NATIONALE D'HAÏTI PEUT-ELLE SURVIVRE À JOVENEL MOÏSE ?

Léon Charles, un terroriste à la tête de l'institution

Suite de la page 1

Arrivé au commandement de la PNH, dans un tel contexte, Léon Charles s'imaginait que tous les moyens étaient bons pour permettre au pays de retrouver la sérénité. Mais ses supérieurs n'avaient la moindre idée que le nouveau DG de la PNH allait recourir à des moyens criminels pour mater les « *soldats* » laissés sur le terrain par Aristide, et qui travaillaient d'arrache-pied en vue de créer les conditions favorables au retour de leur « *idole* ».

En effet, comme il le fait présentement, Léon Charles avait créé « *une brigade d'assassins* », au sein de l'institution, recrutant des hommes à la réputation douteuse, voire même criminelle, ou encore des gens sur lesquels n'a jamais été menée une enquête. Dans certains cas, des anciens policiers bannis de l'institution pour comportement qui ne sied pas à un officier de Police.

Cette brigade d'assassins, qui remplissait le rôle de juge et partie, dans les quartiers populaires, avait pour responsabilité de patrouiller les bidonvilles, à la recherche de jeunes gens soupçonnés d'appartenir aux organisations populaires ou bien de cibler, pour être abattus, des individus liés à des activités « *terroristes* », ou bien recherchés pour leurs participations présumées aux kidnappings, aux braquages, vol de véhicules, etc. À l'époque, c'était courant que les familles de jeunes gens portés disparus se rendent à la morgue à la recherche de leur bien-aimés absents durant plusieurs jours.

À cette époque, les organisations de défense des droits humains critiquaient sévèrement la Police haïtienne dénonçant l'existence d'assassins en son sein, au point d'attirer l'attention du gouvernement intérimaire sur de tels faits. Ces critiques continuelles avaient fini par susciter la décision de le muter à l'ambassade d'Haïti à Washington, avant même que fusse désigné le poste qu'il allait combler à la mission d'Haïti, à la capitale américaine.

À la lumière de l'itinéraire professionnel de Léon Charles, les révélations faites à son sujet par Louis Elder Lundi présentent celui-là au passé, à la direction de la PNH, dont la gestion avait porté aux organisations de droits humains, majoritairement américaines à tirer la sonnette d'alarme. On se demande, aujourd'hui, si son dossier n'existe plus, au Département d'État, ou bien si des raisons, jusqu'ici ignorées, font oublier ses comportements passés.

Comment expliquer l'acharnement contre Boucher ?

D'aucuns s'interrogent par rapport à l'acharnement avec lequel Léon Charles traite le cas de Carl Henry Boucher, inspecteur général de la PNH, dans la foulée de la débâcle des policiers, à Village de Dieu, le vendredi 12 mars. Le DG a ordonné que ce haut gradé de l'institution soit jeté dans une cellule obscure, forcé de dormir à même le parquet, sur un matelas qui y est déposé, rapporte-t-on. Dans des déclarations à la presse, son frère aîné a fait savoir que le jeune Boucher s'est évanoui plus d'une fois, dans son cachot, malade, n'ayant pas reçu l'oxygène dont il a besoin pour équilibrer sa condition.

Toutefois, des sources autorisées font savoir que l'attitude de Charles à l'égard de M. Boucher a pour motif la crainte de se voir succéder par ce dernier. Car, ont précisé ces mêmes sources, l'inspecteur général aurait été considéré pour remplacer Léon Charles au commandement de la PNH.

Selon des sources internes de l'institution, le DG est devenu super-méfiant, par rapport à son poste, depuis que ses critiques ne cessent de l'assaillir. C'est sans doute pour cette raison qu'il affiche une flatterie sans pareille à l'égard du président de facto, pensant qu'une telle attitude l'insinuera dans les vues de Moïse.

Affrontement Fantòm-509-PNH : Un incident mal exposé

L'incident présenté par la direction générale de la PNH comme étant un affrontement entre des policiers identifiés sous le label Fantòm 509 et leurs frères d'armes restés encore fidèlse à Léon Charles pourrait être délibérément dénaturé afin d'attirer la sympathie générale, dans un contexte où le comportement du DG est sévèrement critiqué.

En effet, selon les faits exposés par la direction générale de la PNH, il s'est produit un affrontement, au niveau de Delmas 31, lundi 22 mars, entre les policiers rebelles et les réguliers. Dans l'échange de coups de feu qui en est suivi, un policier est mort et un autre, blessé, est conduit à l'hôpital Bernard Mevs pour être soigné. On apprend qu'il aurait succombé à ses blessures ultérieurement. Cette dernière situation reste à élucider. Car ce dernier policier était, dit-on, blessé au pied.

Selon une source indépendante, l'incident s'est déroulé différemment. D'abord, on apprend que le policier soi-disant tué par balles est mort d'une crise cardiaque. D'ailleurs, ont affirmé les mêmes sources, pas une goutte de sang n'a été constatée sur sa personne ou à l'endroit d'où il a été relevé.

D'autre part, les policiers du Fantòm-509 ont rejeté l'argument accrédité par la Direction générale de la PNH selon lequel ils avaient attaqué leurs frères d'armes. Selon eux, ils avaient été pris pour cibles par les hommes de Léon Charles, mais qu'ils n'ont fait que riposter. Autrement dit, un geste d'autodéfense.

Aussi, un fait insolite à signaler : Jimmy Chérizier, dit Barbecue, le chef des gangs fédérés « *G-59 en famille et alliés* », était présent avec les policiers de Léon Charles, lors de l'affrontement à Delmas 31. Devenu alors la cible des Fantòm 509, Barbecue n'a perdu une seule minute à prendre ses jambes à son cou, s'empressant de s'enfonce dans l'un des véhicules blindés qui étaient déployés avec les policiers.

Ferry Cavé tué au centre-ville

Un citoyen, dont la compagnie est chargée de réaliser la construction des logements pour les policiers, a été tué par balle, à la rue des Miracles, à Port-au-Prince, à la sortie d'une banque.

Ferry Cavé venait à peine de s'asseoir dans la banquette du conducteur, après avoir effectué une transaction. Il semble qu'il ait été tiré à bout portant avec une arme de gros calibre. Atteint en plein visage, l'obus a emporté la moitié de sa face.

Mais aucune information n'a pu être recueillie concernant l'auteur de ce crime. On n'a pu déterminer non plus s'il avait succombé à ses blessures. La vidéo prise le montre encore assis, se balançant lentement, donnant l'impression qu'il était encore vivant.

Il semble que Jovenel Moïse compte sur Léon Charles pour démolir la Police nationale afin qu'il puisse concrétiser son projet d'installer une garde nationale à sa place, selon ce qui se discute en famille, au sein du PHTK, au Palais national.

Signalons, en tout dernier lieu, que déclarés révoqués par Léon Charles, qui a annoncé aussi que plusieurs membres du Famtòm-509 sont révoqués et qu'ils sont activement recherchés, ils ont donné la réplique au DG le déclarant mis à son disponibilité à son tour.

Selon le porte-parole de ce groupe il dit lancer un défi à Charles pour qu'il vienne les dépouiller de leurs armes et de leurs badges.

Rappelons que lors de leur mobilisation, dimanche dernier, les policiers dissidents avaient déclarer ne plus reconnaître Jovenel Moïse comme président, et Léon Charles comme DG; aussi bien que Joseph Jouth comme Premier ministre. « *Le pays n'a plus de chefs* », scandaient-ils.

L.J.

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Lè se bandi ki chèf nan youn peyi, nou mèt di sa fini

Nou te pran sa alalejè lè Michèl Mateli (Michel Martelly) te rele tèt li « *Bandi Legal* » kòmsi nou te konprann li t ap jwe. Epi men nou vin pran nan si m te konnen. Se pa ranse li t ap ranse, se nou menm ki pa t konprann. Jodi a ke tout bandi vin legal, kit nou rele yo gang, kidnapè, ou ansasen, nenpốt non nou vle, se sa menm ki alamòd ann Ayiti. Paske jan yo di pawốl la an franse : « *Le poisson pourrit par la tête !* » Wi, lè tèt pwason an pouri, se tout kò a ki pouri.

Mwen pa kwè m bezwen bay twòp eksplikasyon pou n konnen kibò m ap vin ak nou la a. Ayiti vin tounen peyi bandi, peyi gang, paske chèf yo ak gang yo se pwason kraze nan bouyon, e nou pral wè sa byen klè nan ti analiz nou pral fè avè w sou jan bagay yo ap dewoule ann Ayiti. Pa gen benyen kache lonbrik ankð, sa k pa kontan anbake !

Apre sa k te pase nan *Village-de-Dieu*, la a nan Pòtoprens la, nan vandredi 12 mas la, sa pèmèt nou konprann bagay yo pi byen toujou. Gade kijan gang gen plis pouvwa pase Lapolis. Yo pa sèlman tchak-tchak polisye yo fin touye yo, men yo trennen kadav yo nan lari, bagay mounn pa fè chen. Yo di gen ladan polisye yo ki prizonnye. Gang pran machin blende polisye yo pou yo fè sa yo vle. Sa yo pa boule apre yo fin dechèpiye l, y al fè parad avè l nan Matisan.

Epi Lapolis oblije rantre nan negosyasyon avèk gang, ap mande tanpri souple, remèt nou machin blende ki nan men nou an. Sa pa fasil konsa. Pou youn vounm lajan, yo di 50 mil dola ameriken, ak youn rès 25 mil toujou, yo fè Lapolis plezi yo remèt cha blende ki te nan men yo a. Men yo di yo p ap remèt okenn nan kadav senk (5) polisye yo te touye yo, paske zốt ka pran kadav yo pou fè wanga lage dèyè yo. Men ki kote nou rive nan peyi a, lè se bandi k ap pase lòd. Epi se tou nòmal, paske bandi pa ilegal ankò, bandi se chèf, e pi gwo chef la, ansanm ak madanm ni leve nan wanga, bagay yo pran nan san, paske manman *Martine* te gwo manbo nan Pòdpe. Se pa nou k di.

Si nou pa vle kwè m ke se bandi k ap dirije, gade sa k sot pase ak younn nan dènye dekrè przidan de fakto a pran semèn pase a pou kesyon gang ki blayi toupatou. Nan dat 16 mas la, nan youn nimewo espesyal *Le Moniteur*, prezidan an di te gen youn reyinyon espesyal ak minis yo nan dat 15 mas la. Baze sou sa k te diskite, li deside deklare « *l'état d'urgence sécuritaire pour 30 jours* », kivedi soti 15 mas al 15 avril. Se nan youn mwa li pral regle kesyon ensekirite a, sitou nan plizyè kote ki rele « *zones de non droit* », tankou *Village-de-Dieu*, ki mansyonnen nan dekrè a. Gen lòt kote, tankou *Delmas 2, Grand Ravin, Savien*, jouk nan Latibonit.

Nan dekrè a, prezidan an fè konnen ke sa ranje pou Lapolis ak Lame travay ansanm pou dechouke gang nan zòn ki mansyonnen yo. Men nou remake ke zòn *Delmas 6* pa mansyonnen pami « *zones de non droit* », paske se baz chèf *Jimmy Chérizier*, mèt *Barbecue*. La tou,

Jovenèl Moyiz pè aksepte pwoposisyon Vladimi Poutin nan..

nou konprann ke gen gang ofisyèl ki pa bezwen okipe yo de okenn « *dekrè* » ki pa regade yo.

Epi se konsa nou vin konprann ke kesyon gang lan vin etabli nan peyi a ofisyèlman. Lè *Barbecue* te anonse li òganize « **Gang federe anfanmi ak alye** », li pa t ap pale pou lagalri. Dayè, ðganizasyon an anrejistre nan ministè «*Affaires sociales et du Travail* ». Se li menm ki te anchaj, ansanm ak *Fednel Monchéry* epi *Joseph Pierre Richard Duplan*, 2 gwo otorite nan gouvènman Jovnèl la, pou masak Lasalin nan, le 13 novanm 2018. Vwala ke menm aladènye minit, le 10 desanm 2020, anvan prezidan *Donald Trump* te pral bay talon l, li te ranje pou depatman Trezô Etazini an fè lemonn antye konnen ke gouvènman ayisyen an nan danse kole ak ansasen. Depatman Trezò a te sanksyonnen tou le 3 mesye sa yo, bloke tout lajan yo te ka gen Ozetazini e anpeche yo fè biznis ak peyi isit. Men tou sa pa janm brendeng Blan k ap sipòte demokrasi ann Ayiti avèk Bandi legal opouvwa.

Kounnye a nou byen konnen pouki sa pa gen okenn otorite Lajistis ak Lapolis ann Ayiti ki ka arete mèt *Barbecue* ki souche gwo kote. Imajine nou ke menm direktè jeneral Polis la, *Léon Charles*, oblije travay kole-kole ak mèt *Barbecue*, ki anchaj antrene ekip nan Polis la ki rele *All Black* la. Selon enfòmasyon ki vin jwenn nou, ekip « *All Black* » la se ansasen ase ki ladan l, kivedi gouvènman Bandi legal la mache ansanm-ansanm ak lame ansasen.

Men nan kisa Ayiti vin tonbe. Okontrè, sipoze ke pye *Léon Charles* ta glise lepi l tonbe, nou pa bezwen sezi si n wè se *Jimmy Barbecue Cérizier* ki ta ka monte kòm direktè jneral Lapolis. Pawòl franse a di : « *Qui se ressemble s'assemble* », epi ann angle yo di : « *Birds of a feather flock together* » (Zwazo menm plimaj vole

Vladimi Poutin, ke prézidan ameriken an, Jo Biden, di konn touye moun.

ansanm). Pou youn chèf tankou Jovnèl Moyiz, ki monte opouvwa anba enkilpasyon (akize ofisèl) pou blanchiman lajan (bonjan kòb dwòg, san dout), se ak endividi tankou *Barbecue* li santi l alèz. Atò kisa nou pa konprann la a lè m di nou se Bandi legal ak ansasen ofisyèl ki sanse ap gouvène ann Ayiti. Tou sa nou wè devan nou an pa ta ka òtreman. N ap desann tou dwat nan youn bafon san fon.

Larisi gen ansasen.
Di m kisa nou gen ann Ayiti !

Jan nou tande l la, peyi Larisi rekonnèt gwo kriz k ap sakaje Ayiti a. Semèn pase a nou te menm pibliye enfòmasyon kijan Larisi di li pare pou l ede Ayiti soti nan sa l ye a. Preyidan defakto Moyiz kouri bouche zòrèy li pou l pa tande pawòl Larisi a. Li pito rele sekretè jeneral Ðganizasyon Eta ameriken an (OEA) avèk pa Nasyon Zin an (ONU), pou mande sekou.

Antretan, pawòl Larisi a tonbe nan bouch prezidan ameriken an, *Joseph « Joe » Biden*, nan youn lòt kontèks. Se te nan mèkredi, 17 mas, ke prezidan *Biden* te reponn youn kesyon pou l di : Wi, li konsidere *Vladimir Putin*, prezidan Larisi, kòm « youn ansasen » *(«a killer »)*. Se sa l te reponn *George Stephanopoulos*, jounalis televizyon ABC, ki te poze l kesyon an pandan l t ap entèvyouwe l. Pawòl la te gaye toupaou nan lemonn. Sa te fè prezidan Larisi a tèlman fache, menm jou a li raple anbasadè l nan Washintonn nan, ki tounen nan peyi l tousuit. Selon jan bagay yo fèt nan diplomasi, fòk Ameriken raple anbasadè pa yo a ki Moskou, kapital Larisi. Epi diskisyon ka fèt pi devan pou wè kijan yo ka regle sa.

Fò m di nou tou ke nan menm entèvyou a, *Biden* te akize Larisi pou jan *Vladimir Putin* te fè tou sa l te kapab diran eleksyon nan peyi Etazini ane pase pou l te koule *Biden* devan *Donald Trump*. Li te di Larisi pral peye sa byen chè, san l pa di kisa li pral fè. Fò m di nou tou, tou dènyeman, prezidan *Putin* te fè fèmen *Alexei Navalny* nan prizon, apre l te tounen Larisi soti ann Almay, kote l t al pran swenyaj apre yo te manke ansasinen l ak youn koup pwazaon. Selon tout ekspè nan kesyon an, se vre yo te bay opozan gouvènman an pwazon. Epi Mesye *Navalny* di li pa gen kras dout ke se *Vladimir Putin* ki t ap chache pou eliminen l. Nou p ap rete twòp sou sa, sèlman pou n di, prezidan Larisi a, ki pa kwè nan demokrasi, soti pou disparèt tout mounn ki konprann yo ka parèt anfas li. Kidonk, prezidan Biden gen rezon lè l di msye se youn ansasen.

Alò m ap mande si prezidan Ayiti a fè menm bagay ak prezidan Larisi a nan lafason li disparèt mounn li konsidere kòm enmi politik, èske li menm tou, li pa youn ansasen ? Si prezidan Biden tèlman okipe, li ka di li pa t janm aprann sa, n ap pran youn sèl egzanp pou n montre l ke prezidan Ayiti a, lè l te toujou prezidan, te fè touye youn avoka ki te sèlman pale nan radyo pou l te di «**peyi a pa ni dirije, ni gouvène** ». Nou konnen de ki mounn m ap pale, Mèt *Monferrier Dorval*, prezidan Asosyasyon avoka nan Pòtoprens, ke yo te ansasinen nan dat 28 out (dawou) lane pase, tou pre kay prezidan an, nan youn zòn kote se pa nenpòt mounn ki ka vin la. Bagay ki pi konpwometan toujou, se lè Jovnèl Moyiz te bay entèvyou nan televizyon nan Pòtoprens lontan apre ansasinay la, epi l te di : « *Mèt Dòval mouri a 10:15 [nan aswè], epi twa (3) minit apre se madanm mwen (Martine) k ap montre m video a* ». Wi, jan nou tande l la. Atò, kilès ki ka di se pa ***Apredye*** ki te bay fè djòb ansasinay la ?

Se konsa nou tounen sou prezidan ameriken an pou n mande l si lavi youn Ris vo plis pase lavi youn Ayisyen ? Ēske se poutèt sa li pi enterese nan jwenn jistis kont youn prezidan ansasen Larisi, jouk lòtbò lemonn, epi l pa di anyen nan ansasinay ke prezidan tou pre l la te bay fè a ? Osnon, kòm prezidan ayisyen an se sanse zanmi Etazini, ou pa lonje dwèt sou zanmi w. Kòmkwa, prezidan *Biden* ta di, « *Li kapab youn ansasen vre, men se ansasen pa nou. Fò n fè pa l* ».

Nou menm, nou di, « *Menm lonn ki sèvi pou mezire pantalon lòt la se menm lonn nan ki pou sèvi pou pa w la tou* ». Li lè li tan pou Ameriken nan tèt gouvènman bò isit sispann sa yo rele «*Double standard policy ,*» *(La politique de deux poids, deux mesures)*. ***Menm kout baton an pou yo tout***.

Ti Renm
GRENN PWONMENEN
24 mas 2021

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

warriors marched through the Martissant neighborhood abutting the notorious gang-held Village-de-Dieu (God's Village), south of center city. They entered this no man's land where police officers in armored-plated vehicles were humiliatingly defeated on March 12, leaving five dead, eight wounded, several police officers held prisoners and two of their vehicles seized...

The demonstrators met no residence as they began by shouting "Hallelujah" and other slogans, such as "Jesus loves," "Jesus forgives," "Repentance is needed" and others. Two or three young men, dressed in white, led the crowd with the slogans that evoked change in the hearts of the most hardened criminals – ***"if you only believe!"***

Last Sunday's demonstration is patterned on that of February 28, three Sundays earlier, itself sponsored by the Protestant hierarchy, and which drew 1.675 million citizens of all faiths and social standing unto the streets of Port-au-Prince alone, and more in other cities, chanting **"Down with kidnappings," "Down with dictatorship."**

As happened on February 28, there was no violence at the demonstration last Sunday at Village-de-Dieu/ Neither was there Police presence. Does that mean that the gospel message may be gaining ground against government oppression as well as against gang related activities? Could the messages chanted from the top of their lungs be reaching the most hardened: ***"He (Jesus) can save you too?"***

Meanwhile, as the week began Monday (March 22), violent clashes were reported in Port-au-Prince, where dissenting police officers of the Fantom509 group responded to fire by other armed individuals, including policemen. The toll: two policemen shot, one dying on the spot, and the other at the hospital where he was rushed, bleeding badly.

Reports about a Police unit dubbed **"All Black,"** from the color of their uniform, tend to tarnish the Haitian National Police (PNH), under the leadership of Director General (DG) Léon Charles who, apparently, has embraced again a policy in vogue when he headed the Police in 2004 and 2005, following the ouster of President Jean-Bertrand Aristide.

Interestingly, in a tell-all interview with journalist Arnaud Robert, for *Ayibopost*, published Monday (March 22), in the *JJJ Communications* authoritative blog, Mario Andrésol, who succeeded Mr. Charles as DG in 2005, discloses that an **"All Black"** unit, mostly composed of "official killers" was in existence when he assumed leadership of the PNH, He disbanded it and also carried out other clean-up operations, including among those within the Police who were doing the bidding of Michel Joseph Martelly, when he was president. Godson Orélus, the DG that succeeded him, said Mr. Andrésol, "wrecked" everything, and became a willing tool in the hands of Presidnt Martelly, the self-styled "Legal Bandit," who is the originator of today's gangs that are causing so much harm. ***(More about Mario Andrésol's revelations in another story.)***

To be pointed out, Léon Charles has taken advantage of his closeness to President Moïse to renew with his own shady past. Reportedly, the now de facto president was "elected" in 2016 while officially accused of money laundering. As is known, Moïse, the so-called *Banana Man*, was picked by Martelly, the self-styled "Legal Bandit," to succeed him as president of the PHTK, *Bald Headed party* administration. Of course, with the understanding that he (Moïse) would be warming the presidential chair for his mentor, until he can claim it back. With these criminal partners at the pinnacle of power in Haiti, nothing good can be expected in the land heading toward the abyss.

Haitian Diaspora Catholic Clergy joins the anti-dictatorship struggle

On Monday, March 22, a **"Message of Solidarity with the Haitian people by Haitian priests on mission, working in the United States and Canada"** detailed their position against what's happening in Haiti currently. Prepared March 17, the message was delayed, while obtaining signatures of the clergy throughout the U.S. and Canada. So far,48 signers are counted, starting with Monsignor Guy Sansaricq. Director of the Haitian National Apostolate, based in Brooklyn, N.Y., and reaching out to those in other states and cities of the two North American behemoths among which Catholic missionaries from Haiti have been toiling in the vineyard of the Lord.

Writing in Creole, at the outset, the Catholic priests refer to the *"pitiful situation in our country that tears our hearts apart. The suffering and the howls of brothers and sisters in Haiti touch us deeply. . . . Even God's heart is feeling the pain of His children who are dying.* (Psalm 116, verse 15)."

Before going further, they show full agreement with the Catholic hierarchy, quoting Haiti's Bishops, who issued a message last February 2nd: *"In the dark hole in which the country finds itself today, the Church is always standing at the side of the weakest, the Church is always at the side of those in search of righteousness."* Then the Bishops ad-

Jimmy Chérizier, dit Barbecue.

dress the political issues, stating: ***"No one is above the law and the Constitution."*** They went on to say, *"In the same light we believe that it is limpidly clear that the one holding unto power given by the people, in violation of the law, should do unto himself what he did unto others that the people had chosen in the last elections."* They are referring to action taken by Haiti's president in January 2020 when he allowed Parliament to be dysfunctional by not holding elections and by cancelling the mandates of ten (10) senators, stealing two years from their regular mandates.

The Catholic priests touch on widespread insecurity in Haiti, with *"kidnappings being the norm. and the bandits setting up their federation. . . . Women are being raped, not sparing children, daily assassinations occurring, including of pregnant women, therefore babies also, even infirmed elderlies. This situation is revolting and our conscience of human beings cannot accept it."*

On and on, a disastrous picture is painted, leading them to recall the words of Pope John Paul II when he visited Haiti on March 9, 1983, under the Duvalier dictatorship of Baby Doc. On landing at the Port-au-Prince airport, the pontiff forcefully declared: ***"This has to change in Haiti!"***

Therefore, *"those who swore to uphold the Constitution of the land must respect their oath. We ask that they take the decision they must, according to the laws of the land. At the same time, we ask those with great means to awake to their duty and listen to the voice of conscience, because the development of a country requires the participation of all."*

Addressing the specter of a dictatorship, they state: *"Based on our faith in the Living God. We raise our voices loudly, to say: "**The Haitian people should never suffer under another dictatorship,** a system that abuses the fundamental civil, political, economic and linguistic rights of the people. Neither should the wealth and natural resources of the country be exploited against the interests of the nation."*

Thus, admonishing against hopelessness, the Catholic Church leaders summon us to unity in the struggle to reach the goal of freedom, reminding all that, as a nation, *"We've gone through much torment, and certainly we will overcome this one by pulling together,* ***'In the Spirit of Unity that gives Strength.'"***

To which we say AMEN!

What's different about "killers" who are presidents?

Last Wednesday, March 17, President Joseph Biden caused quite a stir when, in an interview with ABC's George Stephanopoulos, he said, "I do" responding to whether Vladimir Putin were a "killer." Moreover, he will not be left off the hook for his meddling into American elections, Biden added.

An angry Putin reacted swiftly, the same day, by recalling his ambassador in Washington, no doubt expecting diplomatic reciprocity, meaning a recall of the American ambassador in Moscow. Then in answer to some questions, on Thursday, March 18, Putin said Biden's remarks reflect U.S.'s own past and current problems. And he mentioned the slaughtering of Native Indians and the fact that there is a "Black Lives Matter" movement in the U.S. now, harking back to slavery.

Despite the fact that Vladimir Putin landed some blows on President Biden for this country's dismal legacy of inhuman rights, there is no absolving the Russian leader for his current actions against those considered in opposition to his dictatorial rule. Case in point is that of Alexei Navalny, who is currently jailed after he returned to Moscow last January 18, from Germany where he was treated from a violent poison, due to a failed attempt by Russian agents to assassinate him, at the behest of Putin, according to reliable sources. Forget that thousands of Russians demonstrating in various cities, protesting the arrest and treatment meted out to Navalny. At one point 5,000 were arrested, after being gassed. In other words, Putin cannot really escape the "killer" reference.

But why should another killer, who is a U.S. ally, be coddled by Washington? Jovenel Moïse in Haiti fits the title, whatnot the various massacres carried out in Haiti's slums where many of his detractors live. The Massacre of La Saline, on November 18, 2018 is considered the most gruesome. Reportedly, 71 people were gunned down and hacked with machetes, including women, children, and the elderly. Following U.S. policy of support for those considered friends, the Trump administration kept silent about such a horrendous act, though generally decried, even by the United Nations' human rights unit.

Wanting to distance his administration from the killers in Haiti, at the late date of December 10, 2020, more than a month after his defeat at the poll, President Trump thought about the blight that Haiti represented for his administration. Whereupon the U.S. Treasury Department, evoking the Magnitsky Act, sanctioned infamous gang leader Jimmy "Barbecue" Chérizier as well as two high-ranking officials of Jovenel Moïse's administration: Fednel Monchéry and Joseph Pierre Richard Duplan. Nothing untoward has happened to those killers. Neither "Killer-in-Chief Jovenel Moïse has been considered bad enough to receive the honor of being called "Killer" by President Biden, who had promised during his campaign for the presidency last fall, to do better for Haiti than Donald Trump who had "abandoned" the country.

If President Biden and his close aides want to consider a more recent killing by their man in Haiti before putting him on the list of "killers," we refer them to the execution of the president of the Port-au-Prince Bar Association, Monferrier Dorval, on August 28, 2020, which occurred that evening, a few yards from the private residence of the presidential couple in Pèlerin 5, minutes away from Pétion-Ville. Imagine that in a TV interview, days after that spectacular murder, President Moïse said, the lawyer died 'at 10:15, and three minutes later my wife (Martine) showed me the video of it." Perhaps President Biden's astute investigators would want to find from their protégé of a killer more about what his wife told him so suddenly after the killing of the eminent lawyer, who on the morning o the days of his execution, had said in a radio interview: ***"This country is neither ruled nor governed."*** Would that have been enough to unleash the murder instinct in Jovenel Moïse, who doesn't lack for killers to carry out his orders. Certainly, he deserves the "killer" distinction by President Biden.

As the saying goes in Haiti, ***"President Biden, Vous avez la parole!" (President Biden, You have the last word!).***

RAJ
24 March 2021
Raljo31@yahoo.com.

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 8

LE SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE RÉSERVÉ AU SUJET DE SON PRÉSIDENT

À l'étranger, en voyage de santé, quel est l'état de Joseph Lambert ?

Suite de la page 1

pour se faire soigner à l'étranger. La nation, qui paye ses émoluments, est tenue tout à fait dans l'ignorance de tout ce qui le concerne. Aucune explication sur la nature de la maladie dont il souffre, ni du pays où il est allé se faire soigner. Encore moins du centre hospitalier où il se trouve interné.

Toutefois, des nouvelles relatives à sa condition ont fait le tour des réseaux sociaux, surtout What'sApp. Au milieu de la semaine dernière, une source anonyme a fait savoir que son cas causait de l'inquiétude. Cette rumeur a été rejetée d'un revers de main, ce dernier week-end. Un message, encore sur What'sApp, a fait savoir que le président de la Chambre Haute, qui était allé se faire soigner hors du pays se porte mieux. À telle enseigne qu'il sera de retour au pays le week-end prochain, plus exactement vendredi.

Mais une source différente, dont l'identité n'a pu être établie, a donné davantage d'informations dont le bureau du Sénat s'était montré avare. Pour la première fois on a appris que le sénateur souffrait d'un « *cancer* » (lequel ? Elle n'en dit rien) depuis quelque temps, une information qu'il s'acharnait à garder secrète. Il s'est rendu aux États-Unis pour se faire soigner, à l'hôpital Jackson Memorial exactement.

Mais la continuation de ce message ne rassure guère. La nation devrait se préparer au cas où les toutes dernières informations, qui ont été glissées sur What'sApp, ne seraient pas celles qu'on voudrait avoir.

De toute évidence, en l'absence du président du Sénat, son adjoint a la responsabilité de communiquer au public la dernière nouvelle du sénateur, afin d'éviter la diffusion d'une information négative qui risquerait de nature à plonger ses parents dans la tristesse.

NYC VACCINE FOR ALL:
SAFE, FREE, EASY

NYC Health

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 9

MASQUES HAITIENS
EN GROS ET EN DETAIL
TO ORDER, CALL (516) 859-4106
DISPOSABLE AND WASHABLE
MASKS
FOR SALE
WE WELCOME
WOLESALE AND RETAIL
WE SPEAK ENGLISH
SPANISH, FRENCH
AND CREOLE
CELL:
(516) 859-4106
CALL US:
(718) 400-8463
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VISITEZ-NOUS A: PATRIOTIME
190-21B JAMAICA AVENUE
HOLLIS, NY 11423
(Bet 190 and 191 Streets)

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 10

ÉDITORIAL

Se désolidariser de l'équipe PHTK pour sauver Haïti !

Après les diverses tentatives orchestrées pour libérer Haïti des griffes sataniques du *Parti haïtien tèt kale* (PHTK), qui ont débouché sur le néant, le moment est venu de trouver autre moyen. Après que la politique eut échoué, il est temps d'avoir recours à la prière. Autrement dit, le monde évangélique, toutes dénominations confondues, doit, collectivement, tourner le dos à Jovenel Moïse et à ses cliques. Car un pays ne peut survivre avec tant de crimes, d'iniquités et d'injustices restés impunis.

Dans l'histoire contemporaine de notre pays, de François Duvalier à Jovenel Moïse, en passant par Jean-Bertrand Aristide, l'actualité politique est peuplée de crimes de lèse-patrie, notamment de vols spectaculaires des ressources du pays. Mais ce sont les assassinats politiques dont les auteurs courent encore qui marquent plus particulièrement cette période. Le passage du prêtre défroqué au pouvoir a fait couler beaucoup d'encre et suscité un débat interminable sur les radios, en raison du nombre d'assassinats politiques perpétrés. La présidence de M. Aristide passe aussi pour l'espace de temps durant lequel le plus grand nombre de hauts fonctionnaires, de policiers et d'employés proches de la présidence ont été inculpés par la justice américaine pour trafic de drogue. Si l'ex-président Aristide a su esquiver lui-même la prison, aux États-Unis, il doit une fière chandelle à son ancien homologue démocrate Bill Clinton. Car, il fut accusé, par le trafiquant de cocaïne Jacques Beaudouin Kétant, dans le cadre de son procès, après avoir été inculpé pour distribution de stupéfiants aux États-Unis, d'être le « *parrain* » de la drogue en Haïti. Toutefois, mis au courant des aveux de Kétant par rapport à l'ancien prêtre de Saint-Jean Bosco, par le chef de la *Drug Enforcement Administration* (DEA), entraînant une inculpation automatique de l'ex-président haïtien, M. Clinton devait réagir en disant : «*Nous ne pouvons pas faire pareille chose* ».

Si la justice n'a pu être mise en mouvement contre Aristide, aux États-Unis, pour ses transgressions liées aux activités illicites, nous savons à qui incombe la responsabilité. Mais, en Haïti, aucune enquête n'a été menée sur les assassins de Jean Léopold Dominique, de Mireille Durocher Bertin, d'Hector Kétant, de Jean Florival, de pasteur Emmanuel Leroy, d'Eugène Baillergeau, pour ne citer que ceux-là. Si dans l'effervescence politique de l'après Duvalier, le tortionnaire Luc Désyr a été inculpé pour crimes politiques et tortures, ainsi que le colonel Samuel Jérémie, les seules sanctions prononcées contre des personnes duvaliéristes spécifiques portant sur le bannissement de se porter candidat à toute fonction élective, durant les prochains dix ans, à compter de la promulgation de cette Constitution, étaient inscrites dans l'article transitoire de la Constitution de 1987 amendée.

Autrement, la justice haïtienne, vassalisée par l'Exécutif, est restée muette face aux crimes perpétrés par les grands manitous politiques, durant la période post-Duvalier, de 1987 à ce jour, à l'exception de rares cas où la pression populaire et internationale appelle à donner droit à la justice. À cette catégorie appartient le cas de Clifford Brandt, riche homme d'affaires impliqué dans le kidnapping de deux enfants d'un autre membre de la bourgeoisie marchande ayant fait jouer son influence auprès de la communauté internationale.

Si le pays a trouvé une brève période de sérénité, après l'administration intérimaire dirigée par Boniface Alexandre, comme président, et Gérard Latortue, Premier ministre, dominée par les vestiges d'organisations populaires et le règne des kidnappeurs laissés par Jean-Bertrand Aristide, la violence est retournée au rendez-vous avec Joseph Michel Martelly, au Palais national.

En effet, sous le régime Martelly-Lamothe, les cas de crimes de sang étaient moins courants, à l'exception de l'assassinat d'un homme d'affaires de Fonds Parisien, par Calixte Valentin, un conseiller de Michel Martelly, suite à un incident lié à la corruption, à la Douane de Malpasse. Il faut se rappeler aussi la mort du juge d'instruction Jean Serge Joseph, décédé suite à une crise cardiaque endurée lors d'une rencontre, au cabinet du doyen du Tribunal de première instance de Port-au-Prince. Des pressions étaient exercées sur le magistrat afin d'influencer sa décision relative au dossier de la première dame et du fils aîné du couple présidentiel poursuivis en justice par des citoyens se décrétant parties civiles, dans un procès accusant Sophia Martelly et Olivier Martelly d'usurpation de titre.

Mais, si le kidnapping contre rançon et les assassinats commandités n'étaient pas encore monnaie courante, le processus d'armement des gangs était lancé. Puisque, les premières mitrailleuses Galil étaient commandées, en Israël, par Laurent Lamothe, Premier ministre de Martelly. Toutefois, ces engins avaient abouti à d'autres destinations, plutôt qu'à la Police, comme on était en droit de croire. Et que, de fait, les policiers attendaient. En tout cas, depuis lors, avait commencé la grogne au sein de l'institution, ces derniers commençant à se plaindre d'être sous-armés par rapport au gangs armés, également mieux pourvus en munition. Non seulement l'escalade de l'équipement des criminels en armes par Jovenel Moïse et ses alliés politiques s'est poursuivie, le phénomène d'insécurité s'est affirmé universellement dans les quartiers populaires de Port-au-Prince, mais également dans les autres villes du pays.

Certes, la prolifération d'armes de guerre dans le pays a entraîné, comme conséquence, des assassinats récurrents, plongeant dans le deuil les familles et la terreur dans nos quartiers. Consécutivement à ces actes s'ajoutent les massacres d'État, notamment dans les quartiers de La Saline, Cité Soleil, Bel-Air, Carrefour-Feuilles et ailleurs. À tel enseigne que deux hauts fonctionnaires du gouvernement Moïse identifiés comme étant les auteurs de ces carnages, désormais appelés « *massacres d'État* », y compris un ancien policier expulsé de l'institution, ont été dénoncés par les Nations Unis. Mais, suite à cette intervention de l'ONU, les autorités haïtiennes ont simplement annoncé, des mois après la mise en disponibilité de Fednel Monchéry et de Joseph Pierre Richard Duplan. Pourtant ils continuent de jouir des privilèges liés à leurs soi-disant anciennes fonctions : chèques mensuels, véhicules de fonction et autres prérogatives régulièrement attribuées aux activités des postes auxquels ils étaient affectés.

Quant à l'ancien policier, Jimmy Chérizier, dit *Barbecue*, il continue de faire partie de l'armée illégale du président de facto Jovenel Moïse, regroupant les différents gangs armés, que celui-là a réunis sous l'appellation «G-9 en famille et alliés ». Préalablement à cet événement, le Parquet de Port-au-Prince, a émis un mandat d'amener contre Chérizier, prétendument « *activement recherché par la Police* », depuis bientôt deux ans. Il est opportun de rappeler que ce même Chérizier continue de lâcher périodiquement ses gangs sur les communautés sans défense, tuant des douzaines de personnes, y compris des enfants à bas âge, des femmes et des vieillards, en sus de violer des femmes. Toutes ces activités sont menées en utilisant des véhicules blindés de la Police nationale. À noter que, le lundi 22 mars *Barbecue* a participé, aux côtés d'agents des Brigades de la PNH, à un affrontement avec des policiers dissidents embrigadés sous l'appellation « Fantom 509 ». Attaqués par les premiers, qui les avaient pris pour cibles, ces derniers ont retourné le feu, tuant un d'entre eux et blessant un autre, qui a été transporté à l'hôpital.

On peut signaler toute une liste de citoyens et de citoyennes qui ont été assassinés, y compris l'éminent avocat Montferrier Dorval, bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-au-Prince, le 28 août 2020, alors qu'il rentrait chez lui, à Pellerin 5, située à un coup de pistolet de la résidence privée du président. En effet, Moïse lui-même admet sa participation dans le meurtre, quand, des jours après, il eut à dire lors d'une émission télévisée, que l'avocat *« est mort à 10;15, et trois minutes après c'est ma femme qui me fait voir la vidéo »*.

Au total, pas moins d'une vingtaine de personnes ont été assassinées, sous le régime PHTKiste. Les auteurs de ses crimes sont restés impunis. Aucune enquête n'a été diligentée, autant qu'on sache. Celle sur le meurtre de Me. Dorval, qui a été lancée, sous la pression des barreaux francophones, piétine. Pourtant les indices relevés par des enquêteurs indépendants lient quasiment tous ces crimes à la présidence.

On doit poser la question : Comment un pays peut-il retrouver sa stabilité politique, sa sérénité et les forces nécessaires à son développement quant tant d'assassins continuent de courir et des générations de citoyennes et de citoyens ne savent à quelle porte frapper pour obtenir justice ?

Dans la mesure où, aux yeux du Père de l'univers, il n'y a aucune différence entre un homme et une nation, nous soumettons le verset biblique suivant à la méditation des décideurs internationaux qui appuient sans relâche le président de facto d'Haïti, Jovenel Moïse : Proverbes 14:34 : *« La justice élève une nation, mais le péché est la honte des peuples* ». Voilà pourquoi nous invitons tous ceux qui professent, pratiquent et vivent la justice de se désolidariser ouvertement de cet intrus qui loge en la Résidence du peuple.

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Bonne Année
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 3534-0767 ou
(509) 223-0765

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-0434
12 mois (1 an) 100$
12213 Joseph Casavant
Montréal H3M3X7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. Contactez dès l'adresse de Jean Claude Valentin
114 Avenue Lagravère, Bât A Appt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33 1) 43 49 28 10

ÉTAT-UNIS
1 an (1an)
60.00 $ US pour six (6) mois
90.00 $ US pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
[illegible]

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
[illegible]

EUROPE
73 EUROS pour six (6) mois
126 EUROS pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville
State/État
Zip code/Code Régional
Country/Pays

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 11

EDITORIAL

Disassociate yourself from the PHTK team to save Haiti!

After the various orchestrated attempts to free Haiti from the satanic clutches of the Parti haïtien tèt kale (PHTK,) which ended in nothingness, it is time to find another way. After politics has failed, it is time to turn to prayer. In other words, the evangelical world, all denominations, must collectively turn its back on Jovenel Moïse and his cliques. For a country cannot survive with so many crimes, iniquities and injustices going unpunished. In the contemporary history of our country, from François Duvalier to Jovenel Moïse, through Jean-Bertrand Aristide, the political news is filled with crimes of lèse-patrie, including spectacular thefts of the country's resources. However, it is the political assassinations whose perpetrators are still at large that particularly mark this period. The passage of the defrocked priest to power caused a lot of ink to flow and an endless debate on the radio, because of the number of political assassinations perpetrated. Aristide's presidency is also considered to be the period of time during which the largest number of senior officials, police officers and employees close to the presidency were indicted by the U.S. justice system for drug trafficking. If ex-president Aristide was able to avoid prison himself, in the United States, he owes a debt of gratitude to his former Democratic counterpart Bill Clinton. He was accused by cocaine trafficker Jacques Beaudouin Kétant, during his trial after being indicted for drug distribution in the United States, of being the "godfather" of drugs in Haiti. However, when the head of the Drug Enforcement Administration (DEA) learned of Kétant's confession to the former priest of St. John Bosco, resulting in an automatic indictment of the former Haitian president, Clinton had to respond by saying, "We can't do that.

If justice could not be brought against Aristide in the United States for his transgressions related to illicit activities, we know who is responsible. But in Haiti, there has been no investigation of the killers of Jean Léopold Dominique, Mireille Durocher Bertin, Hector Kétant, Jean Florival, Pastor Emmanuel Leroy, Eugène Baillergeau, to name a few. If in the political effervescence of the post-Duvalier era, the torturer Luc Désyr was indicted for political crimes and torture, as well as Colonel Samuel Jérémie, the only sanctions pronounced against specific Duvalierist individuals were the ban on running for any elective office during the next ten years, starting from the promulgation of this Constitution, which was written in the transitional article of the amended 1987 Constitution.

Otherwise, the Haitian justice system, vassalized by the Executive, has remained mute in the face of the crimes perpetrated by the great political leaders during the post-Duvalier period, from 1091 to the present day, with the exception of rare cases where popular and international pressure calls for justice. To this category belongs the case of Clifford Brandt, a wealthy businessperson involved in the kidnapping of two children of another member of the merchant bourgeoisie who used his influence with the international community.

If the country found a brief period of serenity after the interim administration led by Boniface Alexandre as president and Gérard Latortue as prime minister, dominated by the remnants of popular organizations and the reign of kidnappers left by Jean-Bertrand Aristide, violence returned to the appointment with Joseph Michel Martelly at the National Palace.

Indeed, under the Martelly-Lamothe regime, cases of blood crimes were less common, with the exception of the assassination of a businessperson from Fonds Parisien, by Calixte Valentin, an advisor to Michel Martelly, following an incident related to corruption, at the Malpasse Customs. We must also remember the death of the investigating judge Jean Serge Joseph, who died following a heart attack suffered during a meeting at the office of the dean of the Port-au-Prince Court of First Instance. Pressure was exerted on the magistrate to influence his decision regarding the case of the first lady and the eldest son of the presidential couple, who are being sued by citizens claiming to be civil parties, in a trial accusing Sophia Martelly and Olivier Martelly of usurpation of title.

However, while kidnapping for ransom and commissioned assassinations were not yet commonplace, the process of arming armed gangs had begun. The first Galil machine guns were ordered in Israel by Laurent Lamothe, Prime Minister of Martelly. However, these machines had ended up in other destinations, rather than in the Police, as one was entitled to believe. In addition, that, in fact, the police were waiting. In any case, since then, the grumbling within the institution had begun, as they started to complain about being under-armed compared to the armed gangs, also better provided with ammunition. Not only did the escalation of the equipment of criminals with weapons by Jovenel Moïse and his political allies continue, the phenomenon of insecurity was universally affirmed in the popular neighborhoods of Port-au-Prince, but also in other cities of the country.

Certainly, the proliferation of weapons of war in the country has resulted in recurrent assassinations, plunging families into mourning and terror in our neighborhoods. In addition to these acts, there have been state massacres, particularly in the neighborhoods of La Saline, Cité Soleil, Bel-Air, Carrefour-Feuilles and elsewhere. So much so that two senior officials of the Moses government identified as being the perpetrators of these carnages, now called "State massacres", including a former police officer expelled from the institution, were denounced by the United Nations. However, following this UN intervention, the Haitian authorities simply announced the release of Fednel Monchéry and Joseph Pierre Richard Duplan. Yet they continue to enjoy the privileges associated with their so-called former positions: monthly checks, company cars and other prerogatives regularly attributed to the activities of the positions to which they were assigned.

As for the former police officer, Jimmy Chérizier, known as Barbecue, he continues to be part of the illegal army of the de facto president Jovenel Moïse, regrouping the different armed gangs, which he has united under the name "G-9 in family and allies". Prior to this event, the Public Prosecutor's Office of Port-au-Prince issued a warrant for Chérizier, allegedly "actively sought by the Police", for almost two years. It is appropriate to recall that this same Chérizier continues to periodically unleash his gangs on defenseless communities, killing dozens of people, including infants, women and the elderly, in addition to raping women. All these activities are carried out using the armored vehicles of the National Police. It should be noted that on Monday, March 22, Barbecue participated, along with agents of the PNH Brigades, in a confrontation with dissident police officers under the name "Fantom 509". Attacked by the former, who had targeted them, the latter returned fire, killing one of them and injuring another, who was transported to the hospital.

There is a whole list of citizens who have been assassinated, including the prominent lawyer Montferrier Dorval, president of the Port-au-Prince Bar Association, on August 8, 2020, while returning to his home in Pellerin 5, located one gunshot away from the private residence of the de facto president. In total, no less than twenty people have been assassinated under the PHTKist regime. The perpetrators of these crimes have gone unpunished. As far as we know, no investigation has been carried out. The investigation into the murder of Mr. Dorval, which was launched under pressure from the French-speaking bars, is stalled. Yet the evidence gathered by independent investigators links virtually all of these crimes to the presidency.

The question must be asked: How can a country regain its political stability, its serenity and the forces necessary for its development when so many assassins continue to run and generations of citizens do not know which door to knock on to obtain justice?

Insofar as, in the eyes of the Father of the universe, there is no difference between a man and a nation, we submit the following Bible verse to the meditation of international decision-makers who relentlessly support the de facto president of Haiti, Jovenel Moïse: Proverbs 14:34: Righteousness exalts a nation, but sin is a disgrace to the people That is why we invite all those who profess, practice and live justice to openly disassociate themselves from this intruder who lodges in the Residence of the People.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Bonne Année
Port-au-Prince, Haïti
(509) 223-0765

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
[illegible]
12213 Joseph Casavant
Montréal H3M3X7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service social est assuré à partir des Pays Européens par l'ambassadeur de Jean Claude Volcinsky
[illegible]
Tel: (33-1) 43 43 39 10

ÉTAT-UNIS
1 an (52 issues)
48.00 $ US pour six (6) mois
90.00 $ US pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
[illegible]

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1 an (52 issues)
[illegible]

EUROPE
73 EUROS pour six (6) mois
135 EUROS pour un (1) an
Pour chèques en monnaie locale, consulter notre site

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville
State/Etat
Zip code/Code Postal
Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat bancaire

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 12

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Suite de la page 4

el Fernandez R sinon dans quel but pour le professeur de droit : andragogie, révélation, mise en scène non endogène que ne comprend pas la foi du charbonnier, *loin de l'*?

Entre Duvalier Massillon, , lors d'un match de *foot*, le protocole de Dieu fit allusion à pour s'identifier. François Duvalier qui condamna le professeur Daniel Fignolé en exil aux **É. U**., lui reprochant son humanité partagée avec ceux qui, *non-noiriste*, en l'identifiant comme celui qui ne sera jamais de la classe des autres *nouveaux amis.* Forme d'exclusion, *noblesse* née d'introverti ?

L'accusation contre l'Église « *avec chapelet* » dans le discours, comment mieux errer ? Médecin guéri toi toi-même, dirait l'autre face au constat d'échec de Delmas-75, car il observe plus de (40) ans de mission de l'Église en temps de crise, prêchée à l'Église de la Communauté Évangélique d'-Haïti (ECEH) de Delmas-75, à l'occasion de la Réforme-Protestante-1517, vie crispée. *Critiquer le chapelet est si dépassé dans le temps puisqu'il y est resté, mais dans la voie aussi,* car on proteste encore...en Haïti par ladite Église américaine [et dans le monde, en se payant : églises désertes, reliquats, titre d'évêque], sans médire de Pat Robertson qui n'a rien saisi au sauf-conduit chez *l'diable* via le Concordat. Le droit canon rejeté, que vient faire *ti doc*?

Saisissons celui qui cite Marx inspiré de Dr L-R Villermé [*pour produire le manifeste du parti communiste, Das Capital*], pour dire que l'Église européenne «*venait de rater le train*», il avance ceci : *« d'autres avec leurs chars décorés chantent Jezi » à* 56:25 dans les minutes qui suivent celles de «*l'église avec chapelet parcourant les rues* ». Une fois de plus, du haut du « pays comportant 52 % de protestants », s'il parle de célébration de la réforme protestante de 1517, en Haïti, si la foi du charbonnier est bouleversée tandis qu'on ne lui offre le secours de la veuve, de l'orphelin, car, ils s'y transcendent dans ce pays, en ces temps de crises sans *élongation* de la pensée de régimes qui s'y succèdent. On ne pouvait donc mieux espérer que de se faire grand orateur, ou de se taire, après quarante ans, l'Église a perdu. Vocation, disons en cœur: nous sommes en temps de crises, imposez donc la main sur Haïti, *Amb. Févry,* sans les chars dans la rue ni sur les montagnes.

Amalgamé, le discours est politique la requête, d'un autre tribunal, en fait et en droit. *Rendez à César...* si je compte bien les intentions de la rhétorique du début : « *après observation chrétienne et prière, nous avons choisi de vous dire ce que vous savez déjà : imbu de cette simple règle que l'on apprend par la répétition, vous répétant sous forme d'interrogation : mais quelle est la mission de l'église en temps de crise* ». Discernons, Dieu dans Duvalier comme protocole vice-versa non plus, ce n'est pas un des volets cités. *Ti doc* dénigré par son notaire, jugé de *mégalomane de kleptocratik system* (Archives mixtes, Congrès/CIA). Il est singulier d'-ignorer, du livre consigné qu'est la Bible même, soit, Segond TOB Jérusalem, en bref il est dit : « *Satan* [prince de ce monde] *sera dans le temple* ». Prophétie, fausseté pour Haïti, sans autorité de !

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 13

NYC, Mask ak distans sosyal ap travay!

KI PWOCHEN BAGAY

KI GENYEN NAN LIT COVID-19 LA?

KOUNYE A, NOU TOUT BEZWEN TESTE SOUVAN, *menmsi ou pa gen okenn sentòm,* pou kontinye redwi pwopagasyon an.

POU JWENN BIWO TÈS GRATIS, FASIL AK ANSEKIRITE TOUPRE W,
VIZITE NYC.GOV/COVIDTEST OSWA
RELE 212-COVID19

NYC

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 14

NOUVELLES BRÈVES
POTPOURI /ACTUALITÉ

e du mardi, Robert Aaron Long, un Blanc âgé de 21 ans, a tué huit (8) femmes, dont six d'origine asiatique, allant dans trois spas, coup sur coup pour commettre son forfait. Dans ce cas, on a vite compris qu'il s'agit d'un raciste anti-asiatique en action.

Mais quel a été le déclic ayant poussé ce jeune homme à se faire cette popularité de meurtrier qui a soulevé presque toute la population contre lui, et en faveur des ethnies asiatiques aux Ētats-Unis ? Il n'est que d'attendre. Mais les investigateurs dénotent qu'il avait visité au moins deux des spas dans le passé.

Entre-temps, on attire l'attention sur le fait que, depuis plus d'une année, les gens considérés asiatiques sont devenus des cibles, à cause de la pandémie COVID-19. En effet, on accuse l'ex-président Donald Trump d'être à la base du sentiment anti-asiatique, parce que, avec une certaine méchanceté, il répétait à tout bout de champ : « *Le virus chinois* » , allant jusqu'à dire que c'est l « *King Flu* », une autre façon de pointer du doigt les Chinois qui, dit-il, ont fabriqué le coronavirus causant la pandémie du siècle. Ainsi, jetait-il l'opprobre sur tous les citoyens asiatiques. ***Les mots ont de la valeur, ils comptent !***

La visite, vendredi dernier, 19 mars, de Joe Biden et de Kamala Harris à Atlanta, en vue d'apporter le soutien de la Maison-Blanche à la cause des Asiatiques, qui sont objet de persécution, aura un effet positif en leur faveur, tout en démontrant qu'au sommet du pouvoir, aux Ētats-Unis, on se démarque du racisme, d'où qu'il vient. Que la vice-présidente Kamala Harris soit d'ascendance mixte, asiatique de par sa mère, originaire de l'Inde, et noire de par son père d'origine jamaïcaine, est en soi un témoignage éloquent que les racistes, bien qu'existant toujours, mais en perte de vitesse, n'occupent plus le haut du pavé. Toutefois, il reste beaucoup à faire.

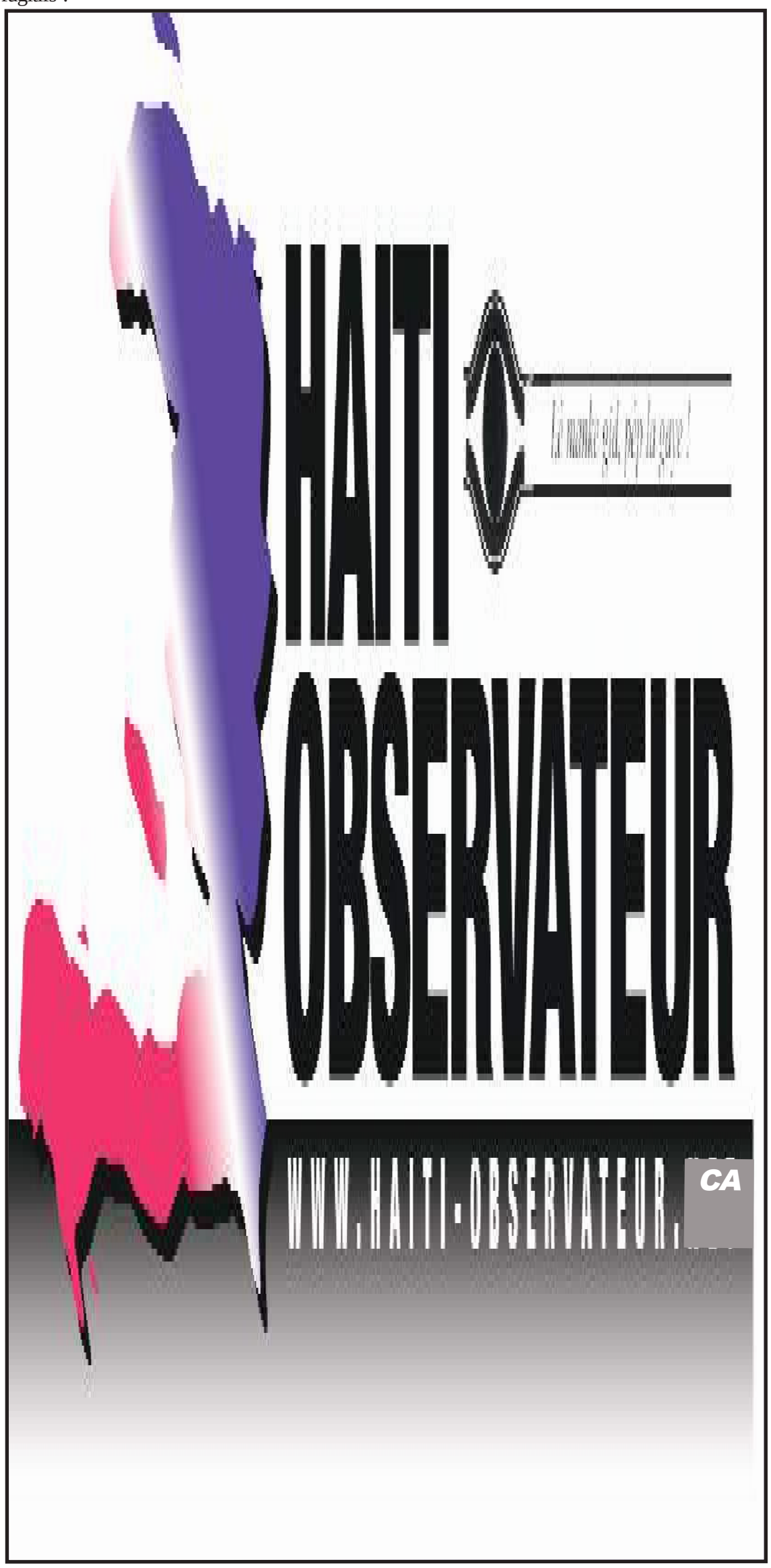
EN VRAC

***Continuant dans sa mission de mettre la PNH sous couple réglée, Léon Charles poursuit certains policiers du syndicat.** Ceci a commencé lundi avec l'arrestation de Jean Fritz Fleury, l'avocat du Syndicat de la Police (SPNH-17) allié de Fantom509. Sous forte pression, il a été libéré, le même jour, en un temps record. Entre-temps, des avis de recherche sont lancés contre les policiers leaders du syndicat SPNH.

Alors, on se demande si les syndicalistes sont plus dangereux que les centaines de prisonniers en cavale depuis l'évasion de la prison civile de Croix des Bouquets, le 25 février dernier, quand ils se sont échappés lors du sauve-qui-peut ayant fait suite à la mutinerie dans ce centre carcéral, occasionnant plus d'une vingtaine de morts, dont le directeur de la prison lui-même. Combien d'avis de recherche a-t-on lancé pour rejoindre ces fugitifs ?

The Nation, une revue américaine, a publié, le 22 mars, un article percutant sur la crise haïtienne signé Amy Willentz, auteure de grande renommée, qui a suivait Haïti depuis les années '90.** Il suffit de lire le titre de l'article pour se rendre compte de quoi il s'agit : « **Gangs rule the Streets of Jovenel Moïse's Haiti** » ***(Les gangs contrôlent les rues dans l'Haïti de Jovenel Moïse). Et le président Biden gagnera à se concentrer sur la situation haïtienne avant qu'il ne soit trop tard.

Pierre Quiroule II, 24 mars 2021



DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi –Samedi: 11 AM–7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs.
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection
Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 15

Journal 24 - 31 mars 2021.qxp_HO 3/24/21 5:07 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES
POTPOURI /ACTUALITÉ

Dimanche, grande manifestation : Commémoration de la Constitution de 1987

Lundi, 29 mars, ramène le 34e anniversaire de la Constitution de 1987, menacée d'assassinat. Ainsi, une manifestation est programmée, à Port-au-Prince, le dimanche 28 mars, ainsi que le lundi 29,

Joe Biden

par les mêmes organisateurs qui avaient lancé la grande manifestation du dimanche 28 février dernier, quand toutes les tendances politiques et couches sociales confondues

L'auteure Amy Willintz

avaient démontré l'unité dans l'action des plus remarquables. Nous convions tous à faire le déplacement durant ces deux jours pour dire :

NON à un référendum inconstitutionnel visant à mettre de côté la Constitution qui avait définitivement enterré la dictature trentenaire ! NON à la dictature !

Enfin l'ambassade américaine réagit : Fantom-509 est un groupe criminel

Depuis les événements sanglants du 12 mars, quand la Police nationale d'Haïti (PNH) a subi une cuisante défaite à Village-de-Dieu, à Port-au-Prince, l'ambassade américaine est restée silencieuse. Mais lundi, 22 mars, après l'affrontement du groupe Fantom509 avec des policiers, dont l'un est mort sur le champ et un autre conduit à l'hôpital, l'ambassade des États-Unis s'empresse de targuer le groupe de criminel, avec tout ce que cela comporte.

Par cette déclaration, la mission diplomatique américaine se range ouvertement aux côtés du régime dans toutes ses dérives. En effet, le groupe Fantom-509, composé de policiers en rébellion au sein de la PNH, réclame de la hiérarchie de l'institution obtienne des bandits de Village-de-Dieu, la remise des cadavres de leurs confrères qui sont tombés, le 12 mars, sous les balles assassines des bandits. Le groupe des Fantom ne digèrent pas que Léon Charles, directeur général (DG) de la PNH, ait négocié le rachat d'un véhicule blindé pour la somme de soixante-quinze mille dollars U.S. (75 000,00 $), dont $50 mille déboursés d'avance. C'est dire que les morts ont tort, le blindé vaut davantage que des cadavres.

Alors, on se demande si l'ambassade privilégie la coopération sournoise entre la Police et les bandits, à l'encontre des revendications des Fantom-509 qui, souvent, par des actions musclées, imposent des demandes justifiées, allant à l'encontre de la hiérarchie de la PNH, dont la dernière en date concerne le renvoi du DG Charles de la direction générale pour avoir envoyé des policiers à la boucherie à Village-de-Dieu, en sus de souiller leur mémoire en mettant de leur accordant une digne sépulture. Quel affront aux parents, collègues et amis éplorés !

Suite à la déclaration de l'ambassade contre Fantom-509, Léon Charles s'est empressé d'exclure de la PNH tout policier appartenant au groupe Fantom-509. Alors, ébahis, nous constatons l'explosion de la PNH. De quel bord se trouvera la majorité des policiers ? Ainsi, est compromis l'avenir de la Police, surtout que des bandits dans son sein, tel un Jimmy Chérizier, dit *Barbecue*, qui entraîne et supervise la brigade « *All Black* » composée de criminels notoires au service du DG.

Et l'ambassade américaine oublierait-elle qu'un mandat d'amener à l'encontre de ce *Barbecue* existe depuis l'été 2019, pour son implication dans le massacre de La Saline, en compagnie de Fednel Monchéry et de Joseph Pierre Richard Duplan, deux hauts gradés de l'administration Moïse? En d'autres termes, l'ambassade des Ētats-Unis et le Palais national de Jovenel Moïse sont logés à la même enseigne.

***Deux massacres aux E.U. en moins d'une semaine.** Avant-hier, lundi, 22 mars, c'est dans le Colorado, dans la ville universitaire de Boulder, qu'un homme a abattu dix (10)

Kamala Harris

personnes, y compris un policier, avant qu'il n'ait essuyé une balle qui l'a immobilisé, permettant son arrestation. Au

Robert Aaron Long

début, aucune information concernant le meurtrier n'a fuité.

Ahmad Al Alawi Alissa.

Ce n'est qu'hier, mardi 23 mars, que la Police a émis certaines informations. Il s'agit d'un certain Ahmad Al Aliwi Alissa, 21 ans, qui habite depuis des années à Arvada, un faubourg de Denver, la capitale du Coloraado. Rien n'est dit à propos du motif de ce massacre. Son nom porte à croire qu'il serait d'origine musulmane. Ce serait-il adjoint à un groupe terroriste, tel Al-Kaida? Hospitalisé, suite à des blessures pas si graves, il est soumis à un interrogatoire musclé. Peut-être qu'on saura davantage sous peu.

***Le massacre d'Atlanta, où 10 femmes ont péri.** C'est mardi dernier, 16 mars, que la ville d'Atlanta, capitale de la Georgie, a été la scène d'un drame effrayant. Dans la soirée

Suite en page 14